

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

C'EST PAS MOI, C'EST L'AUTRE : C'EST PAS BIEN TÔT FINI ?

Comment va-t-on empêcher que les dysfonctionnements du samedi 11 novembre boulevard Lemonnier se reproduisent ? Et que s'est-il passé exactement dans la capitale de la Belgique ? Un rapport interne accable la police de la zone de Bruxelles capitale-Ixelles, qui nie en bloc.

Les Flamands dénoncent l'amateurisme des francophones tandis que les socialistes ne voient qu'une instrumentalisation politique du nord du pays, et de la N-VA en particulier, pour faire main basse sur la région. Le MR en profite pour tacler le PS tout en étant peu au clair sur l'échec policier et la fusion des zones de police : ce que veut le candidat ministre-président Reynders n'était pas en ligne avec le constat apaisant du chef de file libéral et bourgmestre d'Etterbeek Vincent De Wolf. PS contre N-VA, MR contre PS, Close contre Jambon,

Close et Vervoort contre De Wever, Debaets contre Vervoort, police contre ministre, Flamands contre francophones, Bruxelles contre Anvers... « *Je n'aime pas la tournure que prennent les événements* », déclarait dimanche le bourgmestre Philippe Close à RTL.

Il faut quoi pour gérer les problèmes qui mettent en cause plus d'un niveau de pouvoir ?

Eh bien, Monsieur le bourgmestre, sur ce point en tout cas, vous n'êtes pas le seul : la tournure que prennent les discussions et les échanges de vues – des passes d'armes – ne plaît vraiment à personne. Tout ce qui a été dit ce week-end n'a pas fait avancer d'un seul pas vers une solution. C'est encore plus pathétique : on n'est même pas arrivé à se mettre d'accord sur un constat. Et au lieu de se mettre autour d'une table pour mettre les choses à plat et élaborer des stratégies, on fait des conférences de presse, on donne des interviews, on participe à des débats télévisés, avec pour but unique de se défendre, d'accuser « l'autre », ce pauvre incapable. Il faut quoi pour gérer les problèmes qui surviennent dans ce

pays et qui mettent en cause plus d'un niveau de pouvoir ? Une commission d'enquête ? Des mois de débat à la chambre, un rapport voté vaille que vaille et des résolutions qui débouchent, avec un peu de chance, sur quelques prises de décision ? C'est ça le modèle ? C'est ça le seul espoir ? Va-t-on vivre sur la sécurité ce qu'on a déjà connu après les attentats, mais aussi sur la mobilité : des échanges d'accusation, suivis d'une réunion de concertation sous les caméras et puis plus rien, ou presque ?

Doit-on fatalement infliger au citoyen cet affrontement binaire, d'autant plus usant que stérile ? Ce constat vaut aussi pour la vision infligée depuis les événements sur la jeunesse de la ville. « *Crapule* », « *racaille* » : ces mots nourrissent sans doute l'audimat électoral qui s'annonce, mais ils font un tort inouï à la finesse qu'exigent l'analyse et le traitement de la violence des jeunes en milieu urbain. La répression est un pan d'une solution, mais ne peut en être le fondement. Ce week-end, deux catégories de citoyens avaient des raisons d'être inquiets à l'écoute des sorties politiques : celui qui veut plus de sécurité comme celui qui veut plus d'intégration.